

Le duo franco-allemand s'accorde sur la Grèce

Faute de s'entendre sur une politique de croissance pour l'Union européenne, le tandem Merkel-Hollande a affiché sa détermination à soutenir Athènes

Lors de leur première rencontre à Berlin mardi 15 mai au soir, la chancelière Merkel et le président Hollande se sont déclarés solidaires pour que la Grèce « reste dans la zone euro » et « prêts à des mesures supplémentaires pour la croissance » en Grèce. Dès mercredi matin, cepen-

dant, le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble, a précisé qu'on « ne peut pas renégocier » le programme de soutien à la Grèce. Les Grecs devront retourner aux urnes en juin après que les dirigeants politiques ont échoué à former une coalition. ■ Pages 2 et 7

Cannes, 65^e : un brillant programme



Anderson, Cronenberg, Audiard...
Le Festival international du cinéma 2012
s'annonce prometteur Pages 26-27 et supplément

RICHARD DUMAS/VU, POUR « LE MONDE »

Martine Aubry ne fait pas partie du gouvernement Ayrault

POLITIQUE La maire de Lille reste à la tête du Parti socialiste. « Ma présence au gouvernement n'aurait pas grand sens », déclare-t-elle au « Monde ». P. 5

Merah avait envisagé un attentat contre une ambassade

ENQUÊTE Avant sa mort, Mohamed Merah, l'auteur de sept assassinats, avait expliqué aux policiers du RAID qu'il voulait s'en prendre à l'ambassade d'Inde. P. 13

Le sous-sol algérien regorge de gaz de schiste

ÉNERGIE L'Algérie dispose de 2500 milliards de m³ de réserves de gaz de schiste au minimum. Une énergie nouvelle qui pourrait rivaliser avec le solaire. P. 11

Berlin, Paris, Athènes et l'avertissement de Zeus

L'Europe existe. Dans la peine et la difficulté. Il fut un temps où un président français tout juste assermenté s'occupait en priorité des affaires locales - celles de l'Hexagone. C'en est bel et bien fini. A peine François Hollande, tout de sérieux et de sobriété, était-il intronisé à la tête de l'Etat, mardi 15 mai, qu'il s'envolait pour Berlin.

Pas simplement pour souligner l'importance du tandem franco-allemand en Europe. Mais parce qu'il y a urgence. La Grèce coule. Le grand malade des dix-sept membres de la zone euro connaît un nouvel accès de fièvre. Elle n'a pas de gouvernement, elle doit retourner aux urnes. Elle n'arrive pas à choisir : doit-elle rester dans l'union monétaire ?

La question sème le tourment dans l'ensemble de la zone euro, qui n'en a pas besoin. Les mar-

chés boursiers sont à la baisse, le taux des emprunts espagnols et italiens se tend. Ce climat pèse sur des perspectives de croissance déjà anémiques. Pas étonnant que la foudre ait frappé l'avion du président Hollande : Zeus a voulu marquer à sa façon la gravité de l'heure.

Unissant le sain pragmatisme d'un social-démocrate corrézien et d'une démocrate-chrétienne brandebourgeoise, François Hollande et Angela Merkel ont

Editorial

prêché la sagesse. Ils veulent que la Grèce reste dans l'euro, ont-ils dit. Ils sont prêts à faire un geste pour assouplir non les conditions, mais les modalités des prêts qu'il faut à nouveau lui consentir pour qu'elle échappe à la faillite.

In fine, c'est aux Grecs de choisir. A eux seuls. Aucune majorité ne s'est dégagée du scrutin législatif du 6 mai. Les électeurs ont sanctionné les deux grands partis traditionnels, ceux qui ont accepté les conditions des créanciers du pays. Mais aucun parti n'arrive à former une coalition de gouvernement. On revotera d'ici à la fin juin.

Déjà une petite musique se fait entendre : et si la Grèce sortait de l'union monétaire... Les uns parlent d'une sortie ordonnée, les autres s'essaient à la chiffrer. Jeux délicats. Même à l'amiable, un divorce reste une incon nue, qui pourrait avoir un impact ravageur.

Pour la zone euro, d'abord. Outre d'éventuels effets de contagion, le départ d'un de ses membres solderait une terrible défaite. Celle d'une opulente zone moné-

taire incapable de se porter au secours d'un de ses membres représentant à peine 2 % du produit intérieur brut de l'ensemble. La Grèce, c'est le PIB des Hauts-de-Seine ! Le coup porté à l'image de l'euro serait des plus durs.

Pour les Grecs, ce serait une tragédie pire encore que celle qu'ils vivent. Ils n'ont guère à attendre du retour à la drachme, qui, même dévaluée de 50 %, n'améliorerait pas leurs comptes extérieurs pour une raison simple : la Grèce n'a rien à exporter. Le niveau de vie ne tomberait pas de 10 % à 20 % comme aujourd'hui, mais de 50 %. Le pays a besoin d'investissements, pas d'une dévaluation compétitive. Enfin, quel gâchis ce serait ! Car une partie du chemin a été faite. Espérons que l'avertissement de Zeus sera entendu. Des uns et des autres. ■

Lire pages 2, 3, 7 et 8

Disparition Carlos Fuentes ou la littérature de combat

Auteur de La Plus Limpide Région, du Vieux Gringo ou de Terra Nostra, l'écrivain mexicain Carlos Fuentes est mort mardi 15 mai à Mexico, à 83 ans. Prix Cervantes en 1987 pour l'ensemble de son œuvre, Fuentes fut aux côtés de Mario Vargas Llosa et de Gabriel Garcia Marquez l'une des grandes figures des lettres latino-américaines au XX^e siècle.

Engagé corps et âme dans la littérature, le fondateur de la maison d'édition Siglo XXI fut aussi un « indigne » avant l'heure, témoin des maux de son continent et infatigable pourfendeur de l'impérialisme américain. ■ Lire page 25

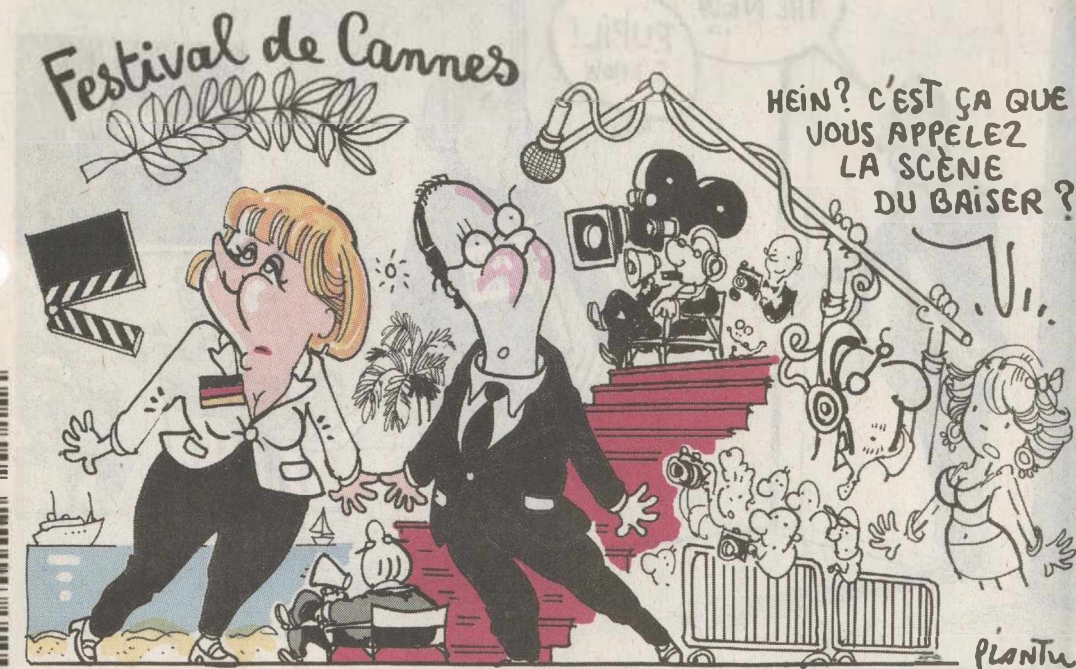
Les critiques des syndicats sur les méthodes de management de Free

TÉLÉPHONIE L'opérateur a bousculé le marché du mobile, mais fait l'objet de critiques sur ses pratiques sociales. Vrai malaise ou épiphénomène ? P. 23

L'extraordinaire croissance des marques de luxe en Chine

ÉCONOMIE Louis Vuitton, Cartier, Gucci... Les riches Chinois achètent toujours plus de produits de luxe, pourtant vendus 40 % plus cher qu'en Europe. P. 21

Le regard de Plantu



Grand Nord Grand Large
LE VOYAGE D'EXPERIENCES

Croisière Spitzberg

Du 13 au 22 juillet

- 600 € en partant seul
- 1800 € en partant à deux

01 40 46 05 14 - www.gngl.com

Mordious! D'Artagnan entre au Sénat

D'Artagnan est de retour... en sénateur radical-valoisien. D'Artagnan sénateur ? Un oxymore pour qui comparera la vie tumultueuse du fameux bretteur avec l'atmosphère feutrée du Palais du Luxembourg où les batailles se déroulent à fleurets mouchetés. Il n'empêche, vendredi 18 mai, la petite histoire rejoindra la grande, quand Aymeri de Montesquiou-Fezensac, 69 ans, exploitant agricole de son état et sénateur (UCR) du Gers depuis 1998, pourra ajouter à son nom un nom à particule supplémentaire, celui du « mousquetaire universel » : d'Artagnan. Un décret du premier ministre l'a confirmé.

Le duc de Montesquiou ne descend pas directement de Charles de Batz de Castelmor, plus connu sous le nom de d'Artagnan, car les deux fils du célèbre capitaine de la première compagnie des mousquetaires de Louis XIV n'ont pas eu d'enfants. Il est le descendant direct d'un autre mousquetaire, Pierre de Montesquiou-Fezensac, cousin de l'illustre. « Il était dommage de laisser à l'abandon un nom universellement connu », explique Aymeri de Montesquiou. « D'Artagnan provoque la sympathie de tous, adoré des femmes et envié des hommes... », ajoute le châtelain de Marsan (Gers).

L'historienne Odile Bordaz, spécialiste du vrai d'Artagnan, confirme le clin d'œil de l'histoire : « La famille s'appelait Montesquiou d'Artagnan jusqu'au début du XVIII^e siècle avant de changer pour Montesquiou-Fezensac. C'est donc un retour aux origines. » Certes, mais pourquoi cette discrétion trois siècles durant ? Tout simplement parce que le patrony-

me Montesquiou-Fezensac, avec sa lignée de militaires et d'ecclésiastiques de haut rang, a longtemps été plus célèbre avant que la parution du roman d'Alexandre Dumas (1844) ne transforme le nom de d'Artagnan en vedette romanesque mondialisée.

Sur le terrain gersois, où le nom de d'Artagnan est un peu mis à toutes les sauces de la rhétorique locale, les réactions sont gentiment contrastées. Accueilli avec « sympathie » (le mot préféré du sénateur) par les uns, un peu d'agacement par d'autres compte tenu des difficultés de l'heure. « Franchement, à nous les Gersois, cela ne nous fait ni chaud ni froid », glisse le maire d'un petit village. « C'est important pour Aymeri par rapport à sa famille, juge Philippe Martin, président PS du conseil général du Gers où siège le néo-d'Artagnan. Mais je m'étonne un peu de la privatisation d'un nom qui appartient au patrimoine collectif. »

Mort à Maastricht

De son côté, le sénateur Montesquiou d'Artagnan, européen convaincu, n'entend pas pour autant venger son ancêtre tué au siège de Maastricht (ça ne s'invente pas) le 25 juin 1673.

Son cheval de bataille en 2012 n'en est pas moins ambitieux : sus aux agences de notation dont il a – pacifiquement – entrepris le siège. Rapporteur de la commission sénatoriale sur leur évaluation, il plaidera, dans la copie qu'il rendra fin juin, pour une agence à l'échelle européenne qui contrebalancerait les poids lourds anglo-saxons. Un vrai combat d'aujourd'hui. ■

DANIEL HOURQUEBIE
(AUCH, CORRESPONDANCE)

Les indégivrables Xavier Gorce



Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », membre du directoire, directeur des rédactions Erik Izraelwicz
Secrétaire générale du groupe Catherine Sueur
Directeurs adjoints des rédactions Serge Michel, Didier Pourquery
Directeurs éditoriaux Gérard Courtis, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann
Rédacteurs en chef Eric Béziat, Sandrine Blanchard, Luc Bronner, Alexis Delcambre, Jean-Baptiste Jacquin, Jérôme Fenoglio, Marie-Pierre Lannelongue (« M Le magazine du Monde »)
Chef d'édition Françoise Tovo
Directeur artistique Aris Papatheodorou
Médiateur Pascal Galinier
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget
Directeur du développement éditorial Franck Nouchi
Conseil de surveillance Pierre Bergé, président. Gilles van Kote, vice-président

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA
Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 94 610 348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).
Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanc, 75017 Paris Cedex 13 Tél : 01-57-28-20-00
Abonnements par téléphone de France 32-89
(0,34 € TTC/min) de l'étranger (33) 1-76-26-32-89
ou par Internet : www.lemonde.fr/abonjour

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0712 C 81975 ISSN 0395-2037

M publicité
Président : Louis Dreyfus
Directrice générale : Corinne Mrejen

OJD
PRESSE
PAYANTE
2011
PRINTED IN FRANCE

80, bd Auguste-Blanc,
75017 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunschour,
94852 Ivry cedex

François Hollande et

Lors de leur première rencontre, à Berlin, mardi 15 mai, le président

Berlin
Correspondant

Une prise de contact franche et directe. À l'image de ce coup d'épaule décoché par la chancelière au nouveau président de la République qui, recevant les honneurs de la Bundeswehr dans la cour de la chancellerie, avait une fâcheuse tendance à ne pas marcher droit sur le tapis rouge. À l'image aussi du petit coup de coude qu'elle lui a envoyé, quelques instants plus tard, jugeant qu'il restait trop longtemps immobile devant la garde.

De fait, les deux dirigeants avaient beaucoup de choses à se dire, et le président était très en retard. Pas de temps à perdre, donc. À l'issue d'une rencontre d'une heure, ils ont rendu compte à la presse de leur premier échange, chacun à sa façon. Directe pour Angela Merkel : « Chacun a parlé dans sa langue maternelle. » Plus enrobée pour François Hollande : « Nous avons parlé la langue universelle, celle de la communauté d'intérêts, de l'intelligence respective. »

Ils voulaient apprendre à se connaître avant d'étudier le fond des dossiers. Ils n'ont rien caché de leurs divergences, que ce soit sur le pacte fiscal, la croissance ou la Grèce. Mais chacun a tenu à affirmer que la convergence entre les deux pays est une priorité. Sur le pacte fiscal, M^{me} Merkel a rappelé qu'il avait été « signé en mars ». Comprendre : il n'est plus temps d'en discuter ; pourquoi le faire ? La croissance est inscrite dans le traité, a-t-elle laissé entendre.

Réponse de M. Hollande : « Le mot était dans le traité, mais pas vraiment prononcé. » Et il ne s'est pas privé d'exprimer, lui, le mot qui fâche : il n'exclut pas de « renégocier » le pacte, comme il l'a assuré pendant sa campagne prési-

dentielle. « Notre promesse, nous la maintenons », a-t-il dit.

Jusqu'à quand ? Sans doute jusqu'à fin juin. Si, lors du sommet européen des 28 et 29 juin, le président estime avoir obtenu assez d'avancées sur la croissance, il devrait accepter de compléter le pacte, et non de le « renégocier ». Les deux dirigeants sont convenus d'une méthode : ouvrir le débat sur tous les sujets avant le Conseil européen de juin et, si possible, élaborer des positions communes.

Calendrier complexe

M. Hollande n'a pas évoqué le mémorandum en quatre points qu'il voulait envoyer « le lendemain de son élection » à ses partenaires européens. En estimant que « tout doit être mis sur la table, de part et d'autre », en évoquant « les eurobonds » et « les réformes structurelles », il laisse entendre qu'il ne s'enfermera pas dans une relance keynésienne, qu'il est prêt à étudier les propositions de nature plus libérales émises, fin février, par le président du Conseil italien, Mario Monti, et le premier ministre britannique, David Cameron.

Jusqu'à fin juin, les dirigeants européens, notamment les Français et les Allemands, vont donc faire une liste de propositions, puis voir s'il est possible d'aboutir à un consensus. Cette date, évoquée tant par Paris que par Berlin, ne doit rien au hasard. Outre le Conseil européen, la chancelière

n'a sans doute pas très envie de faire des concessions à M. Hollande avant les élections législatives françaises. Elle est elle-même soumise à un calendrier interne complexe. Après la déroute électorale de son parti, la CDU, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le 13 mai, M^{me} Merkel n'est pas en mesure d'obtenir des concessions importantes du Parti social-démocrate (SPD). Or, elle a besoin des voix de l'opposition pour faire adopter le projet de loi sur le pacte fiscal et sur le Mécanisme européen de stabilité. Mardi, les trois principaux dirigeants du SPD s'étaient au contraire employés à faire front commun avec M. Hollande pour réclamer davantage de soutien à la croissance. Initialement, la chancelière espérait faire adopter ces textes fin mai, mais le SPD juge cette date « irréaliste ».

Autre dossier brûlant : la Grèce. Là encore, si les deux dirigeants s'accordent pour respecter le verdict des urnes – une façon d'envisager une sortie de la Grèce de la zone euro – et pour exiger des Grecs qu'ils respectent le mémorandum signé avec leurs créanciers, M. Hollande et M^{me} Merkel divergent sur l'aide à apporter aux Grecs. Quand la chancelière concède qu'« on pourra éventuellement faire de nouvelles propositions », le président semble investi d'une mission. « Je mesure les épreuves et les souffrances qu'une partie du peuple grec subit. Nous viendrons

vers eux pour leur permettre d'assurer leur croissance. Je dois envoyer un certain nombre de signes », dit-il. « Hollande, dernier espoir des Grecs », titrait le Spiegelonline quelques heures avant cette conférence de presse retransmise en direct sur CNN et la BBC.

Le souci d'un rééquilibrage

Manifestement, M. Hollande veut assumer sa position de leader de la gauche européenne. Il ne veut pas se laisser enfermer dans un dialogue bilatéral avec l'Allemagne. Se disant partisan d'« une relation équilibrée entre [les] deux pays et respectueuse de nos partenaires de l'Europe », lui qui avait déploré, pendant la campagne présidentielle, que l'axe franco-allemand soit par trop outrageusement mené par Berlin, n'a pas seulement critiqué en creux son prédécesseur. Il a aussi – ce qui est rare au cours d'un sommet entre les dirigeants des deux pays – insisté pour que cette relation ne soit pas exclusive, mais prenne mieux en compte les autres pays européens et les « institutions communautaires ».

En rencontrant à Paris, avant même sa prise de fonctions, Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, et Herman van Rompuy, président du Conseil européen, il a déjà mis en scène ce souci de rééquilibrage.

Après la conférence de presse, les deux dirigeants et leurs entourages ont eu un dîner de travail, au cours duquel ils ont abordé d'autres sujets internationaux comme la Syrie, l'Afghanistan, l'Iran. Là aussi, les différences d'approche étaient parfois sensibles – sur l'Afghanistan, les deux pays n'ont pas le même calendrier de retrait. Mais l'ambiance était détendue et même, affirme un participant, non dénuée d'humour. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE AVEC
DAVID REVAULT D'ALLONNES
(ENVOYÉ SPÉCIAL)

« A Paris, on parle maintenant allemand », se réjouit la « FAZ »

Berlin
Correspondant

En novembre 2011, devant les militants de la démocratie chrétienne (CDU), la chancelière Angela Merkel avait affirmé que « nous sommes tous une partie d'une politique intérieure européenne » tant les dossiers nationaux sont étroitement imbriqués. Cela impose donc à des Européens de gauche de travailler avec des dirigeants conservateurs, comme les Allemands ont l'habitude de le faire chez eux.

C'est aussi une des conclusions que tire la presse allemande de la première visite de François Hollande à Berlin. À l'opposé de l'Allemagne « qui aime se voir comme une société postidéologique (...), la France ne cultive pas cette nostalgie du centre. Ce pays a inventé la droite et la gauche, et il cultive depuis deux cents vingt-trois ans ses camps politiques (...). Mais prudence : l'Europe n'est pas suffisamment forte. Pas encore. Hollande va vite remarquer que dans le club des puissants, les grands problèmes du continent imposent de grandes coalitions. En réaliste qu'il est, il va vite se transformer en spécialiste du consensus aux côtés de la chancelière », note Stefan Kornelius dans la Süddeutsche Zeitung, quotidien de centre gauche.

Le quotidien conservateur Frankfurter Allgemeine Zeitung (« FAZ ») est sur la même ligne. Günter Nonnemacher, une de ses plumes les plus réputées, écrit : « Pour la relation franco-allemande, la nomination de Jean-Marc Ayraut, ancien professeur d'allemand qui, comme François Hollande, fait partie de l'aile sociale-démocrate du parti, est de bon augure. Le

chef de la CDU au Bundestag, Volker Kauder, peut se réjouir : à Paris, on parle maintenant allemand. » Ce proche de M^{me} Merkel avait été critiqué en novembre 2011 pour s'être félicité « qu'en Europe, on [parlait] maintenant allemand ».

La FAZ observe qu'à gauche, en France, le pacte fiscal est toujours vu comme un « diktat de Merkel » et que les sociaux-démocrates allemands ont apporté « leur soutien à Hollande qui exige un pacte de croissance ». Selon le journal, « tous devront trouver un compromis parce qu'ils savent qu'un bras de fer

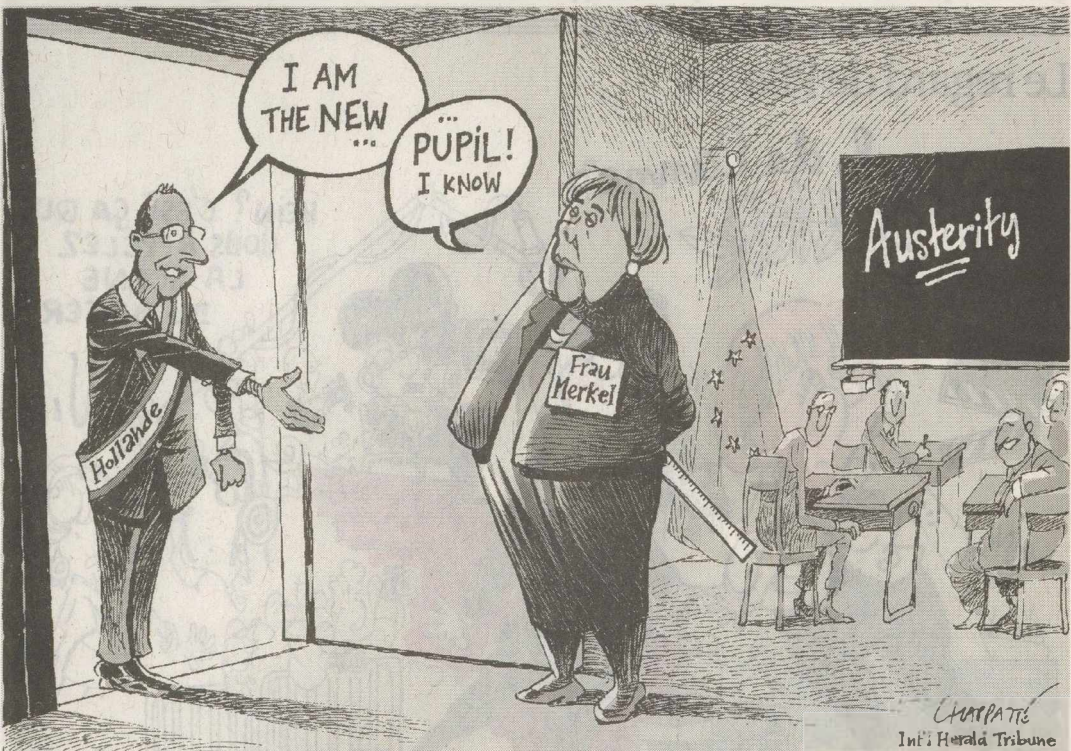
entre Paris et Berlin amènerait la zone euro au bord du précipice ».

Le Spiegelonline remarque que les dirigeants ont échangé des poignées de main et ne se sont pas fait la bise. « Après Merkozy, Merkhollande ? Pas tout de suite », note le site qui qualifie les deux responsables politiques de « ziemlich neue Freunde », littéralement « assez nouveaux amis », une référence à « Ziemlich beste Freunde » (« assez meilleurs amis »), traduction du titre du film Intouchables.

Opposant « la sobriété allemande au charme français », le quoti-

dien Die Welt note que « les sauveurs de l'euro doivent encore apprendre à se connaître ». Pas de « baiser sous la pluie à Berlin », remarque Die Zeit sur son site Internet. Pas de romantisme non plus, « avec Hollande, Merkel ne va pas avoir la partie facile », fait valoir l'hebdomadaire qui note que la chancelière va devoir faire face à un « SPD renforcé » qui voit en Hollande un « allié » et qui pourrait « bloquer le pacte fiscal au Bundestag [Chambre haute du Parlement] ». ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE



« Je suis le nouvel... » « ... élève ! Je sais. »

Dessin de Chappatte paru mardi 15 mai dans l'« International Herald Tribune », Paris.

Angela Merkel : « renégociateur » ou pas

français et la chancelière allemande ont « tout mis sur la table » pour chercher un accord d'ici à la fin juin



◆ BILLET

PAR FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

Démocratie à l'allemande

Il est de centre-gauche, elle est de centre-droit. Elle aurait préféré la victoire de son adversaire, mais ils finiront par s'entendre. Ils n'ont pas le choix.

Tel est le principal enseignement de la première rencontre de François Hollande avec Angela Merkel. Au fond, les souverainistes français ont raison : l'Europe est allemande. Mais absolument pas dans le sens où ils l'entendent. Ce n'est pas son diktat économique que l'Allemagne est en train d'imposer à ses partenaires, mais le fonctionnement de sa démocratie.

Les Allemands ont retenu la leçon de l'échec de la République de Weimar. Un responsable politique digne de ce nom fait tout pour éviter la crise. D'où le consensus recherché en permanence sur les grandes questions.

Il en va de même, désormais, dans l'Europe de la monnaie unique, notamment pour le couple franco-allemand. On peut être en désaccord mais, à la fin, un consensus doit être trouvé. On pourrait imaginer une Europe plus divisée entre gauche et droite, mais il faudrait, pour cela, qu'elle soit plus intégrée. Comme par hasard, les Allemands en débattent déjà. Les Français, pas vraiment. ■

Pour la presse étrangère, le président « étanche » est en « Opération camomille »

« LE PRÉSIDENT ÉTANCHE. » Dans l'averse des commentaires relatant, avec plus ou moins de sarcasmes, l'entrée en fonction, sous des trombes d'eau, de François Hollande à la présidence de la République, la palme de l'habileté revient sans aucun doute à *Kommersant*. Visiblement impressionné, le quotidien russe décrit un François Hollande impassible face aux orages, sourd aux réprimandes de ses gardes du corps inquiets de le voir s'approcher de la foule et capable d'arriver à l'heure à l'Elysée « tout en s'arrêtant aux feux rouges et en laissant les piétons traverser au passage clouté ».

Voiture toujours, le *Times* scrute à la loupe celle utilisée par le nouveau président pour remonter les Champs-Élysées : « une Citroën DS5 hybride, un véhicule plus petit que tous ceux que l'on a pu voir à Chelsea depuis l'invention des 4x4 ». Le quotidien conservateur britannique conclut, presque désappointé : « L'heure est à la modestie pour les puissants. »

Le *Temps*, en Suisse, fait le même constat, le prolongeant au choix des hommes dont M. Hollande va s'entourer, en particulier son premier ministre, Jean-Marc Ayrault : « La France est désormais dirigée par deux socialistes au profil gestionnaire et travailleur, mesurés, au formalisme austère, ancrés en province, élus et réélus au suffrage populaire communal et régional, fidèles l'un à l'autre depuis de nombreuses années. »

Le quotidien voit même dans

ce choix une « Opération camomille », destinée à « apaiser une France divisée, secouée, déboussolée, angoissée ».

« Gravité et sobriété » également pour *Le Soir*, en Belgique, qui se félicite du discours « efficace » tenu par le président mais prévient : « Reste à ne pas en faire trop dans le genre dépouillé. La sobriété, ça va, mais il faudra éviter qu'elle tourne à la naïveté ou au snobisme à l'envers. (...) Être président de la France n'est ni bling-bling ni banal. »

« François Hollande va se modérer (...). Il n'a pas une vision qui rappellerait Napoléon ou Mitterrand »

« Süddeutsche Zeitung »

L'avion présidentiel foudroyé fait lui aussi les délices des éditorialistes. Le *Guardian* l'avoue tout net, se proposant de « remercier les dieux de la métaphore, probablement ceux qui ont envoyé la foudre sur l'avion de François Hollande. »

Le quotidien britannique de centre gauche n'y voit « pas de meilleur présage » de la « guerre » qui s'annonce autour du sort de la monnaie unique : « guerre entre gauche et droite, entre austerité et croissance, et entre le nouvellement élu et idéaliste M. Hollande et l'aguerrie pragmatique M^{me} Merkel ». « Orageux, en effet », conclut le journal.

La *Süddeutsche Zeitung* cherche, elle, à tirer les premiers enseignements de cette prise de contact

entre les dirigeants français et allemands. « Est-ce la fin du tandem franco-allemand ? Pas du tout ! Hollande va se modérer, Merkel va bouger. (...) François Hollande n'a pas une vision qui rappellerait Napoléon ou Mitterrand. » Dans un autre article, le quotidien allemand estime que François Hollande offre « une opportunité à Merkel. Ils resteront dans l'histoire comme ceux qui sauvent l'euro ou comme ceux qui organisent sa liquidation. Ils sont condamnés au succès. »

Le *New York Times* souligne lui aussi que « le nouveau départ » de la relation franco-allemande a commencé avec « un coup de tonnerre, des excuses [pour le retard de M. Hollande] et une impression d'harmonie qui est apparue d'une certaine manière plus sincère étant donné l'adversité ».

Mais les appréciations américaines favorables au nouveau président français pourraient ne pas durer longtemps. Le *Washington Post* note que les positions économiques de M. Hollande « pourraient ne pas être bien accueillies » à la réunion du G8, les 18 et 19 mai, à Camp David.

Le *NYT* s'intéresse à Valérie Trierweiler, cette « élégante et télégénique » première dame « au caractère bien trempé » dont l'indépendance est mise en exergue. M. Hollande et M^{me} Trierweiler sont « le premier couple non marié à occuper le palais de l'Elysée » et le journal y voit « le signe d'un changement d'attitude des Européens à l'égard de la famille ». ■

SERVICE INTERNATIONAL

La chancelière allemande, Angela Merkel, et le président de la République française, François Hollande, dans la cour d'honneur de la chancellerie à Berlin, mardi 15 mai.

L'avion du nouveau chef de l'Etat s'était posé un peu avant 20 heures sur le tarmac de l'aéroport de la capitale allemande. ODD ANDERSEN/AFP

Fauteuils & Canapés Club Haut de Gamme



L'indémodable fauteuil CLUB, plus de 80 ans et toujours plus de succès ! Cuir mouton ciré, patiné, vieilli, suspension et ressorts. Plus de 30 modèles en exposition.



DecorActuel

80, rue Claude-Bernard - 75005 PARIS
Tél. : 01.45.35.08.69

www.decoractuel.com